

**Tout notre appui à la lutte du
peuple palestinien !
Pour la fin de l'Etat d'Israël !**

Déclaration de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

21 mars 2010

www.litci.org

Tout notre appui à la lutte du peuple palestinien ! Pour la fin de l'Etat d'Israël !

*Une Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale (LIT-QI) - www.litci.org*

Le 17 mars dernier, des milliers d'habitants arabes palestiniens de Jérusalem Est (territoire qui se trouve sous la juridiction directe de l'Etat d'Israël) sont descendus dans la rue pour protester contre diverses mesures du gouvernement du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dans une « Journée de la Colère ». Les jours suivants, les protestations ont continué en plusieurs endroits de la Cisjordanie, comme à Hébron, avec de nouvelles confrontations entre Palestiniens et troupes d'occupation.

Cela a été le point culminant d'une confrontation, qui est en train de croître, tout comme la répression du gouvernement. Par exemple, le 5 mars dernier, des troupes spéciales de la police israélienne ont jeté des gaz lacrymogènes et des grenades étourdissantes contre un groupe d'arabes qui protestaient, blessant 50 d'entre eux, majoritairement des personnes âgées, et empêchant par la suite qu'on leur apporte une assistance médicale. Une semaine plus tard, le gouvernement israélien a fermé pendant plusieurs jours les passages entre Jérusalem Est et le reste de la Cisjordanie (territoire sous l'administration formelle de l'Administration Nationale palestinienne - ANP) pour éviter l'extension des protestations.

Il y a deux mesures du gouvernement de Netanyahu qui ont provoqué la colère des Palestiniens. La première est la construction d'une synagogue dans la dénommée « Esplanade des Mosquées », la région de Jérusalem Est avec une tradition sacrée importante pour les Arabes. Cette construction, en plus de mettre en danger ces mosquées, est accompagnée de restrictions d'accès des Arabes à ces dernières.

La seconde mesure est la continuation de l'installation de colons juifs et de la construction de logements pour ceux-ci, tant dans les quartiers arabes de Jérusalem qu'aux alentours, consolidant ainsi l'encerclement qui isole de plus en plus cette ville de la Cisjordanie.

Ces événements représentent un fait nouveau. Durant les dernières années, les attaques israéliennes - un véritable génocide et un cordon de la faim - et la réponse du peuple palestinien s'étaient concentrées majoritairement dans la Bande de Gaza, située à l'ouest de la Palestine, sur la Mer méditerranéenne. Maintenant, le centre de la lutte s'est transféré à Jérusalem Est et en Cisjordanie, dans le secteur oriental. La Cisjordanie est contrôlée par le gouvernement marionnette de l'ANP, dont la « police palestinienne » a réprimé les protestations, comme celles qui eurent lieu contre le Mur de la Honte, construit par les gouvernements israéliens, ou en appui à Gaza contre le génocide perpétré par Israël à la fin de 2009.

Malgré la crise et l'usure de l'Administration nationale palestinienne, la stratégie de l'impérialisme est toujours celle des « deux Etats ».

Ce n'est pas par hasard qu'il en est ainsi. Les événements de Jérusalem montrent les conséquences de la politique des « accords d'Oslo », signés en 1993 par le gouvernement israélien et la direction palestinienne d'Al Fatah (dirigé par Yasser Arafat), et approuvés par le gouvernement des Etats-Unis dont le président était alors Bill Clinton. En échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël et de l'abandon de la lutte contre celui-ci, Al Fatah a obtenu la formation de l'ANP dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie.

Hypothétiquement, il s'agissait des bases d'un « futur Etat palestinien », dans le cadre de la solution des « deux Etats » pour la région (un Etat juif et un autre palestinien). Il se serait agit d'un Etat qui, une fois créé, n'aurait eu aucune possibilité du point de vue économique et géographique. Toutefois, en réalité, l'ANP est une administration coloniale avec des pouvoirs très limités (semblable aux « bantoustans » sud-africains à l'époque de l'apartheid) et une profonde dépendance financière vis-à-vis d'Israël et de l'aide extérieure.

À partir de son contrôle de l'ANP, Al Fatah a cessé d'être le courant qui exprimait majoritairement la lutte du peuple palestinien contre Israël. Sa direction et ses principaux cadres sont devenus une bourgeoisie corrompue qui vit du pillage des fonds de l'ANP. Pire encore, ils sont devenus des agents d'Israël et de l'impérialisme, et

leurs complices dans la répression du peuple palestinien, par le biais de la police de l'ANP. C'est pourquoi il est totalement correct de comparer l'ANP avec les *Judenrate* (« Conseils juifs »), les autorités juives dans les ghettos, créées en 1941, qui agissaient sous les ordres des autorités nazis.

Cette réalité a provoqué une usure profonde dans la relation d'Al Fatah avec le peuple palestinien, une usure devenue manifeste lors de sa défaite face au Hamas dans les élections de l'ANP, en 2006. Cette défaite a mené, par la suite, à la confrontation entre les deux organisations et à un coup d'Etat de Mahmud Abbas (président de l'ANP et plus haut dirigeant d'Al Fatah), un putsch qui a été mis en échec à Gaza, avec l'expulsion des forces d'Abbas, mais qui a servi à maintenir le contrôle de la Cisjordanie. C'est ce qui motive les attaques continues d'Israël contre la Bande de Gaza pour en déloger le Hamas, sans succès, des attaques qui ont conduit à la radicalisation accrue de la volonté de lutte du peuple palestinien.

Le peuple palestinien a déjà démontré par son action - et également par le vote - qu'il n'accepte pas cette administration collaborationniste et corrompue d'Al Fatah et de l'ANP. Mais cela n'altère pas une donnée essentielle : la stratégie politique de l'impérialisme états-unien est, plus que jamais, l'établissement de deux Etats, un juif et un autre palestinien, qui coexistent sous le commandement sioniste. La mise en place de l'ANP, de la part d'Al Fatah, était précisément un triomphe de cette politique, qui est toujours le fil conducteur de la politique de l'impérialisme et de toutes les institutions internationales.

Les heurts entre Obama et Netanyahu ont lieu dans le cadre d'un accord stratégique entre les Etats-Unis et Israël

La presse mondiale a beaucoup souligné les heurts entre le gouvernement de Barack Obama et la politique du gouvernement de Netanyahu. Ces heurts existent évidemment, mais il faut voir pourquoi ils ont lieu et, fondamentalement, quelles en sont les limites : Il ne s'agit pas d'une rupture entre les Etats-Unis et Israël, mais de

chocs « tactiques » face aux réalités auxquelles chacun de ces gouvernements doit faire face.

L'Etat d'Israël a été créé par l'impérialisme, en 1948, comme une « enclave coloniale militaire », une espèce de grande base armée contre le monde arabo-musulman et ses luttes. Sa création a, d'une part, usurpé le territoire historique du peuple palestinien (en l'expulsant violemment d'une partie de ce territoire), et a, d'autre part, donné naissance à un Etat d'idéologie et de législation raciste, semblable à celui des nazis ou de l'apartheid sud-africain. Par la tâche qui lui a été assignée lors de sa création, Israël est un « allié stratégique » pour l'impérialisme étasunien (un concept clairement réaffirmé par Obama), et son existence sera toujours défendue jusqu'à la fin par l'impérialisme.

Pourquoi alors les heurts ? Le gouvernement d'Obama doit faire face à une situation dérivée de la défaite militaire de l'occupation de l'Iraq et le cours de plus en plus défavorable de la guerre en Afghanistan, qui ont marqué la défaite du projet de Bush du « nouveau siècle américain ». C'est pourquoi il cherche, à travers des accords et des négociations, à désactiver les différents « points chauds » de cette situation mondiale.

La crise de la politique des accords d'Oslo, l'impasse absolue des négociations qui en dériveraient et la recrudescence de la situation en Palestine vont contre cet objectif. Pour que ce soit clair, le général Petraeus, chef du commandement central des Etats-Unis et ancien responsable des troupes d'occupation de l'Iraq, a déclaré au sénat des Etats-Unis : « *Ce conflit favorise le sentiment hostile envers les Etats-Unis, par la perception de notre préférence pour Israël* ». C'est-à-dire que l'absence d'avancées dans les discussions entre Palestiniens et Israéliens, et la perception que Washington favorise Israël dans le conflit, affectent les intérêts vitaux des Etats-Unis.

C'est pourquoi il est de l'intérêt politique et militaire des Etats-Unis que ces négociations soient réactivées, y compris en avançant dans la création d'un mini-Etat palestinien, pour essayer de tranquilliser une région clef et pouvoir mieux faire face aux autres conflits comme l'Iraq et l'Afghanistan-Pakistan.

C'est tellement important pour le sort de la région stratégique du Moyen-Orient, que le Quartet, une commission formée par les Etats-

Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU, s'est prononcé à l'unanimité contre la politique de nouvelles colonies en Cisjordanie. Ban Ki Moon, le secrétaire général de l'ONU, a été en Israël après la réunion du Quartet pour réaffirmer cette position.

Evidemment, la politique de l'impérialisme est d'agir par le biais de ses agents (Mahmud Abbas et Al Fatah) et non à travers le Hamas. Mais pour cela, en plus d'attaquer le Hamas, il faut que le gouvernement israélien fasse quelques concessions à l'ANP pour maintenir la négociation « en activité ». Or, le gouvernement de Netanyahu fait tout le contraire et, de cette façon, ne fait qu'aggraver les tensions. En même temps, le gouvernement d'Obama souffre l'usure de ne pas pouvoir avancer dans sa politique. Voilà les raisons de ses critiques envers le gouvernement israélien, dans le cadre du maintien de son « alliance stratégique ».

C'est dans ce sens que s'est manifestée la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton : « *Nos objectifs sont toujours les mêmes. Il s'agit de relancer les négociations entre les Israéliens et les Palestiniens sur une piste de recherche qui mènera à une solution de deux Etats. Rien n'est arrivé qui affecte de l'une ou l'autre façon notre compromis pour donner suite à cela.* » (La nation, 19/3/2010). Mais, comme cette politique n'est pas parvenue à résoudre les problèmes les plus graves au Moyen-Orient, il y a eu une usure d'Obama par rapport aux peuples arabes et à son pouvoir d'influencer les dirigeants d'Israël.

Les raisons de Netanyahu

Pour sa part, la politique du gouvernement de Netanyahu obéit à deux raisons combinées. D'abord, par son caractère même d'« envahisseur colonial », Israël a besoin d'écraser totalement les Palestiniens. Son objectif final serait de les expulser de Jérusalem et de la Cisjordanie ou, au moins, de les réduire à de petites populations sans possibilité de défense. Netanyahu a donc un vaste soutien interne pour ne pas accepter les restrictions à l'expansion des colonies et à l'usurpation des terres arabes de Jérusalem Oriental.

Deuxièmement, Israël ne peut accepter, sous aucun prétexte, qu'il y ait un pays arabe ou musulman qui possède un armement qui puisse le défier, comme cela pourrait être le cas de l'Iran s'il déve-

loppe son énergie nucléaire. Finalement, ce qui justifie l'existence d'Israël comme « bastion d'Occident », c'est-à-dire de l'impérialisme, c'est sa capacité d'intervention militaire. Israël calcule donc que ses alliés impérialistes finiront par accepter, comme ils l'ont toujours fait, ses initiatives génocides et ses provocations. Mais il y a une limite à toute cette activité, qui est précisément la dépendance financière et militaire d'Israël envers les Etats-Unis. Sans cet appui, Israël n'aurait pas la moindre possibilité de survie.

L'image de « supériorité et d'invincibilité militaire » d'Israël a reçu un coup très dur quand elle a été remise en question par la défaite militaire au Liban, en 2006, et par le fait de ne pas être parvenu à soumettre la Bande de Gaza, en dépit de tout l'armement employé, le cordon qui y est maintenu et le génocide perpétré en 2009. Cette réalité a provoqué une crise politique en Israël et un tournant encore plus à droite de l'électorat israélien, vers des positions de plus en plus racistes et anti-arabes, ce qui est cohérent avec son caractère d'habitants d'une enclave coloniale.

Le gouvernement de Netanyahou a abandonné toute tentative de maquillage « démocratiques » ou « de gauche », et ses membres, tel le ministre de Relations Extérieures, Avigdor Lieberman, ou ses alliés parlementaires, comme Aryeh Eldad, du parti Ichud Leumi, exposent sans retenue leur racisme de style nazi ou le projet d'expulser les plus de cinq millions de palestiniens de Jérusalem, de Gaza et de la Cisjordanie pour construire le Grand Israël sur tout le territoire historique de la Palestine.

Toutefois, ce n'est pas cela l'objectif immédiat de la politique de Netanyahou. Ce qu'il cherche, en approfondissant une politique déjà entamée par son prédécesseur, Ehud Olmert, c'est de retarder la reprise des négociations de type Oslo pour présenter, avant qu'on recommence, des faits accomplis qui fassent accepter par les Palestiniens le renoncement à leur lutte historique. Et, pendant ce temps, il tente d'avancer autant que possible sur le territoire de l'ANP (fondamentalement moyennant le contrôle des terres, des cours d'eau et des chemins de la Cisjordanie et, spécialement, de Jérusalem) pour que, même si Israël est obligé d'accepter la création d'un « Etat palestinien », celui-ci ne soit pas plus qu'une poignée de villages et de villes totalement dépendantes économiquement et militairement

d'Israël et dont l'administration, même si elle a formellement le nom d'« Etat indépendant », soit sous son total contrôle.,

Mais en appliquant cette politique, comme nous l'avons déjà vu, Israël aggrave les confrontations dans la région et entre en contradiction avec la politique qu'Obama essaye d'appliquer, en même temps qu'il approfondit son usure par l'impossibilité de mettre en oeuvre sa politique, ce qui produit la crise que nous voyons aujourd'hui.

Le voyage de Lula

C'est dans ce cadre qu'a lieu le voyage dans la région du président brésilien, Luis Inacio Lula da Silva, que certains médias ont présenté comme une « tentative indépendante » pour « ouvrir de nouveaux chemins de paix » au Moyen-Orient. La réalité est tout autre. Obama, conscient de l'usure des espoirs créés par son ascension au pouvoir dans des secteurs arabes et palestiniens, a envoyé son « ami » Lula pour qu'il parvienne, en profitant de son prestige mondial de dirigeant « de gauche », à maintenir un dialogue ouvert avec ces secteurs et à éviter leur radicalisation immédiate. En ce sens, le voyage de Lula, loin d'être « indépendant », était destiné, en réalité, à jouer un rôle de « bras gauche » de la politique d'Obama.

Lula a été très clair en disant que tout son effort était destiné à tranquilliser la situation, y compris en faisant pression sur Netanyahu pour pouvoir arriver à la solution des « deux Etats », comme il l'a dit au Parlement israélien. Il s'agit donc d'une politique totalement liée au plan stratégique impérialiste et à l'acceptation de l'Etat raciste d'Israël.

En même temps, il faut rappeler que le Brésil maintient d'importants liens commerciaux avec Israël, qui se manifestent dans l'accord Mercosur-Israël, ainsi que d'importants investissements dans la région, spécialement au Liban. Il s'agit donc aussi d'une visite qui cherchait à « veiller aux affaires ».

Regrettablement, aujourd'hui encore, la grande majorité de la gauche mondiale est toujours en faveur de la solution de « deux Etats », au nom de « la paix ». Ils soutiennent, en général, l'ANP comme « représentant légitime du peuple palestinien », et signalent comme perspective la création du mini-Etat palestinien, en faisant confiance

aux efforts de l'ONU et en essayant seulement de discuter des frontières ou du rôle de Jérusalem, mais en acceptant l'existence de l'Etat raciste d'Israël et la coexistence avec lui.

Plus que jamais, il faut soutenir la lutte des Palestiniens

C'est dans ce cadre que surgissent les conditions pour une « troisième Intifada ». Mais celle-ci ne sera pas comme les précédentes, tournée seulement contre Israël, mais aussi contre l'ANP et ses autorités. Les faits de Jérusalem Est indiquent cette possibilité. Aujourd'hui, la politique de plus en plus dure du gouvernement de Benjamin Netanyahou fait que Mahmud Abbas, Al Fatah et ses alliés ne peuvent même pas offrir au peuple palestinien une concession formelle minimale qui justifie l'acceptation de l'ANP.

Le Hamas, pour sa part, a non seulement soutenu les protestations récentes mais a été parmi ceux qui ont appelé au Jour de la Colère. Dans les jours suivants, les masses sont descendues dans la rue spontanément, sans qu'il y ait un appel du Hamas. Ce qui toutefois est le plus préoccupant, c'est que, dans le contexte actuel d'extension de la lutte palestinienne, le Hamas maintienne deux politiques profondément erronées. D'une part, il y a les négociations avec le gouvernement égyptien de Hosni Mubarak, un complice évident d'Israël et de l'impérialisme dans la politique d'isoler et de vaincre par la faim la Bande de Gaza. Par exemple, l'Egypte construit un mur avec de la technologie ultramoderne mise à disposition par l'impérialisme, pour empêcher le fonctionnement des tunnels clandestins par lesquels passent des aliments et des médicaments de l'Egypte à Gaza.

D'autre part, il maintient l'appel à Abbas et à Al Fatah (les agents de l'Etat d'Israël et de l'impérialisme en Palestine !) pour former un gouvernement d'« unité nationale ». Ce type d'« unité nationale » avec les collaborateurs de l'occupation servirait seulement à tromper les combattants et à préparer le bradage final de la cause palestinienne.

Quant à nous, depuis la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) nous réaffirmons notre appui in-

conditionnel à la lutte du peuple palestinien et nous répudions ces nouvelles attaques et la répression du gouvernement de Netanyahou.

En même temps, nous signalons qu'il est nécessaire de tirer les conclusions de tout ce qui est arrivé ces dernières années. D'abord, la politique dérivée des accords d'Oslo est devenue un piège contre la lutte du peuple palestinien, par le caractère d'« administration coloniale » qu'a eu l'ANP. Deuxièmement, même si un mini-Etat palestinien est créé, celui-ci n'aura aucune possibilité d'existence réelle mais sera condamné à vivre sous les bottes d'Israël, comme une administration coloniale chargée de contrôler son peuple.

Ceci signifie qu'il n'y aura aucune véritable solution sans la destruction de l'Etat nazi d'Israël (véritable cause des conflits dans la région) et la construction d'un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non-raciste, où les Palestiniens expulsés puissent retourner à leurs terres et dans lequel les Juifs qui acceptent les droits des Palestiniens à la terre puissent coexister en paix s'ils le veulent.

Cette tâche pose la nécessité d'une Troisième Intifada pour mettre en échec Israël. Dans cette lutte, il ne peut y avoir aucune unité avec les agents du sionisme et de l'impérialisme dans le peuple palestinien, comme Mahmud Abbas et l'ANP. L'unité palestinienne qui est vraiment utile est celle qui organise et impulse la Troisième Intifada et qui, dans cette lutte, fait aussi barrage à l'ANP. Il est donc nécessaire que le Hamas cesse d'appeler à l'unité avec Al Fatah et qu'il appelle, avec les autres forces de résistance, à faire face aux envahisseurs sionistes et à leurs complices de l'ANP.

C'est une lutte qui aura aussi d'autres tâches concrètes, comme celle de renverser les gouvernements pro-impérialistes et partenaires d'Israël, tels que le régime dictatorial de Hosni Mubarak en Egypte, qui joue un rôle sinistre dans l'isolement de la Bande de Gaza. Dans d'autres cas, nous appelons à exiger d'une organisation comme le Hezbollah, qui a gagné un immense prestige parmi les masses arabes et musulmanes par son triomphe contre l'armée israélienne, en 2006, qu'il mette fin à sa politique d'« unité nationale » avec les secteurs bourgeois pro-impérialistes du Liban et qu'il intervienne activement dans cette lutte contre Israël. Toutefois, pour être couronnée de succès, cette lutte pour détruire Israël ne peut pas rester uniquement entre les mains du peuple palestinien. Il faut une lutte d'en-

semble des peuples arabes et musulmans, qui sont encore profondément solidaires avec les Palestiniens, comme l'ont montré les mobilisations à Beyrouth (Liban) et Istanbul (Turquie). Et pour que cette lutte triomphe, il est fondamental qu'elle soit assumée par les masses des travailleurs du monde entier, qui se mobilisent internationalement jusqu'à mettre en échec cet Etat raciste et génocide, qui fait honte à l'humanité.

C'est pourquoi, nous appelons à mener une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien, comme cela a été le cas lors du génocide perpétré contre Gaza. Il faut mettre en marche les travailleurs et les peuples et étendre le boycott commercial contre Israël à toute la planète (ne plus recevoir des produits de cette origine ni en acheminer vers cette destination), en suivant l'exemple de ce qu'ont fait les dockers australiens, sud-africains et d'autres syndicats lors du siège à Gaza. Il faut exiger des gouvernements la rupture immédiate de relations diplomatiques et commerciales avec l'Etat nazi d'Israël. Il faut maintenir sans répit la mobilisation dans la rue pour la libération du peuple palestinien.

São Paulo, le 21 mars 2010
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale (LIT-QI)